



## TOUS ACTEURS DE NOTRE SANTÉ?



## LES PARTICIPANTS

### Pierre ARWIDSON

Directeur adjoint de la prévention chargé des affaires scientifiques, Santé publique France

### Julien BOROWCZYK

Député de la Loire

### Marguerite BRAC DE LA PERRIÈRE

Directrice du département santé numérique, Lexing Alain Bensoussan Avocats

### Charles-Etienne DE CIDRAC

Directeur Santé, Groupe Axa

### Emmanuel COHEN

Chargé de mission innovation digitale, Fédération Française de l'Assurance

### Frédéric DUFAUX

Directeur général adjoint, Docapost

### Fanny JOFFROIS

Juriste assurance, Institut National de la Consommation

### Stéphanie LUX

Présidente, Chances Conseil

### Marc PARIS

Responsable communication et animation, France Assos Santé

### Claude LE PEN

Économiste de la santé, professeur de sciences économiques, Université Paris Dauphine

### Alain RAMADIER

Député de Seine-Saint-Denis

### Charlotte TEYSSIER D'ORFEUIL

Consultante chargée des sujets santé et affaires sociales, Com'Publics

### Clara TOUSCH

Responsable des relations institutionnelles et de l'influence, Groupe AESIO

### Catherine TRAUTMANN

Vice-présidente, Eurométropole de Strasbourg

## UNE CULTURE DE LA PRESCRIPTION QUI ENCOURAGE LA (SUR) CONSOMMATION

Moins responsabilisé que les patients d'autres pays, notamment anglo-saxons, plus orienté vers la prévention et une prise en charge globale, le patient français consomme beaucoup de médicaments. Un recul de cette tendance commence néanmoins à être observé : les jeunes se montrent de plus en plus méfiants vis-à-vis de la prescription. Les récents débats passionnés autour des vaccins illustrent la vague de méfiance, souvent irrationnelle, qui émerge.

## DÉVELOPPER LA PRÉVENTION

Cela demande d'accentuer le développement de la prévention, à condition de mettre les paroles en actes. De nombreux acteurs, comme les entreprises ou encore la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, développent des initiatives. Cet investissement a cependant un coût et suppose un changement de modèle économique. Faut-il imaginer de nouveaux métiers, comme le coach de santé, qui puissent être reconnus par la profession médicale ? Faut-il envisager, comme l'expérimente la ville de Strasbourg, le remboursement des activités physiques ?

La prévention implique un bouleversement des pratiques : il s'agit de conduire, sans contraindre et encore moins punir les patients à se responsabiliser, changer leurs habitudes et surveiller leurs données.

« C'est une prise en charge en amont d'un patient concerné et conscient que ce qu'il fait est important pour son capital santé. Il y a une dimension éthique dans cette responsabilisation de tous les acteurs. » Catherine Trautmann Vice-présidente, Eurométropole de Strasbourg

Les assureurs réfléchissent déjà à de nouveaux business model : AXA France propose par exemple un remboursement de tensiomètres connectés.

Une enquête Opinionway de 2017 distingue 3 types de patients :



**Les personnes âgées**  
souvent peu proactives



**Les millenials (jusqu'à 30 - 35 ans)**  
acteurs de leur santé généralement méfiants vis-à-vis des prescriptions




**Les âges intermédiaires (35 - 65 ans)**  
exprimant une certaine défiance vis-à-vis de ce qui est prescrit

En parallèle, les entreprises financièrement et moralement concernées par la question de la santé au travail travaillent sur des plans de prévention. Elles proposent parfois également des équipements spécifiques dédiés.


## ÉDUCER DÈS LE PLUS JEUNE ÂGE

Afin d'être efficace et d'avoir un impact sur les comportements des consommateurs, la prévention contre l'obésité croissante et le diabète nécessite une éducation des consommateurs dès le plus jeune âge. Le sucre, présent dans tous les aliments à l'insu du consommateur sous des formes et des noms différents, constitue un véritable enjeu sanitaire.


 « La prévention est au cœur de la stratégie de santé du gouvernement ; elle doit se développer dès le plus jeune âge, par la pratique du sport (y compris sur ordonnance), le recours aux outils numériques, la labellisation de structures sport-santé. C'est l'affaire de tous, chacun doit changer ses comportements. » **Alain Ramadier** Député de Seine-Saint-Denis

Ici encore, il s'agit d'éduquer sans punir, d'inciter sans contraindre. La prévention doit permettre de lutter contre les inégalités sociales sanitaires.

La pédagogie doit également porter sur la compréhension, la lecture et la simplification de notre système de santé, dont les structures et les modes de remboursement sont complexes. Les réformes gouvernementales en cours, comme le rapprochement des Caisses Nationales d'Assurance Maladie et Vieillesse, devraient y contribuer.

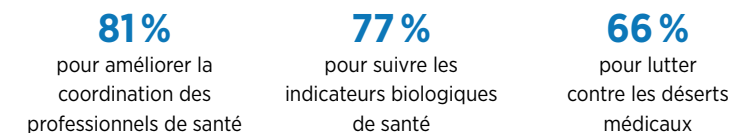
 « C'est un paradoxe ; notre système de santé est mal connu. On vit la sécurité sociale mais on ne comprend pas les tarifs, les exceptions, les nomenclatures ; on proteste ou on subit, on ne peut pas anticiper » **Claude le Pen** Économiste de la santé, professeur de sciences économiques, Université Paris Dauphine

De même, l'interaction entre la ville et l'hôpital doit être repensée afin de sortir d'un système centré sur l'hôpital et le médecin. Le développement de centres de santé spécialisés proposant de nouveaux métiers dans les déserts médicaux pourrait être une piste de réflexion.

 **Kaiser Permanente** est un assureur et prestataire de soins qui a mis en place un système d'assurance original basé sur le volontariat : le patient-assuré pris en charge reçoit des explications et rappels sur les visites régulières chez le médecin, les vaccins et examens de prévention qu'il doit faire. En cas de non-respect, il ne bénéficie plus de ce système et est réintégré dans un système d'assurance classique.

## LE SUCCÈS ET LES PROGRÈS DE L'E-SANTÉ

D'après le baromètre santé 2015 Deloitte, les Français sont favorables au développement de l'e-santé à




En 2016, l'utilisation des objets connectés d'e-santé a quasiment triplé. Celle des applications mobiles santé a doublé depuis 2015.

Les progrès impressionnants des outils numériques et objets connectés dans le domaine de la santé ouvrent la voie à une forme d'intelligence prédictive : en lien avec les professionnels de santé, on apprendrait soi-même à éviter la maladie, la détecter, et agir en conséquence. Le big data améliore le suivi et le diagnostic.

Il faut néanmoins rester vigilant sur le rôle des assurances et des mutuelles dans l'évolution de leurs pratiques, notamment la modulation des cotisations en fonction des résultats des données.

La télémédecine doit permettre de suivre les maladies chroniques et d'éviter les consultations abusives sans pour autant négliger le diagnostic clinique. Ses avantages sont évidents, notamment au regard du problème persistant des déserts médicaux. Elle soulève néanmoins la question du modèle économique associé et de la protocolisation de l'acte de consultation par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie pour s'assurer de la qualité et de la pertinence du soin apporté.

 « Je reste prudent sur la télémédecine car il faut s'interroger sur la valorisation de l'acte. Que se passera-t-il quand les médecins généralistes ne prendront que des consultations urgentes ? Comment valoriser les actes si une partie d'entre eux font l'objet d'une téléconsultation simple ? Je préférerais qu'on parle de téléexpertise ; certains actes simples (par exemple les fonds d'œil) peuvent être confiés à des orthoptistes » **Julien Borowczyk** Député de la Loire



### Un outil pour aider les médecins à diagnostiquer la dépression

**La startup Myndblue** a développé un bracelet qui récupère de nombreuses données de santé, analysées en signaux très complexes, et qui permet de détecter, sur des dépressifs réguliers, des baisses de moral qui annoncent la dépression.

## La télé-expertise, une voie intéressante

« Des plateformes où un professionnel de santé formé peut répondre aux actes simples (vaccins, bobologie) ou orienter vers un médecin ou un spécialiste si nécessaire permettent de gagner du temps pour tous et notamment pour les médecins. »

Alain Ramadier Député de Seine-Saint-Denis

Certaines entreprises œuvrent à soutenir la téléconsultation. L'État, à travers la plateforme Etalab qui coordonne la politique d'ouverture et de partage des données publiques, entend favoriser ces pratiques et les startups innovantes.

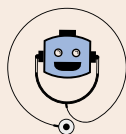
Un risque de déshumanisation peut toutefois être redouté, notamment chez les personnes âgées isolées. Il faut espérer que le temps gagné en diagnostic sera exploité en contact humain. Les infirmières pourraient également voir leur rôle valorisé.

« Le soin, c'est le cure (soigner) et le care (prendre soin) des personnes. » Claude le Pen Économiste de la santé, professeur de sciences économiques, Université Paris Dauphine.

## UNE OPPORTUNITÉ POUR HUMANISER DIFFÉREMMENT LA RELATION PATIENT - MÉDECIN

La révolution numérique devrait permettre un changement de perspective : s'il est plus facile de collecter des données, y compris par les patients eux-mêmes, pourquoi ne pas en profiter pour inclure davantage leur point de vue et leur ressenti ? Les indicateurs traditionnels des hôpitaux, majoritairement économiques et sanitaires, ne devraient-ils pas être complétés par des indicateurs de bien-être réel ressenti par les patients ? L'expertise du patient, favorisée par certaines associations et confirmée par certaines recherches au Canada ou en France avec l'Université des patients, pourrait être davantage mise à contribution.

De même, les progrès de l'intelligence artificielle



### Les Français partagés sur les atouts de l'IA dans le domaine de la santé

Étude Opinionway novembre 2017

29 %

des Français partagent l'idée selon laquelle ils pourraient bénéficier d'une meilleure expérience avec le système de santé grâce à l'intelligence artificielle.

38 %

pensent que les délais d'attente seraient réduits.

27 %

estiment que les soins apportés seront moins conviviaux.

→ Voir les travaux de l'**International consortium for health outcome measurement**.

comme les chatbots ou les assistants personnels font l'objet de recherches scientifiques : Santé publique France travaille avec l'Inserm sur la qualité de l'information scientifique délivrée par les chatbots. Les diagnostics et les gestes chirurgicaux robotisés pourraient se révéler plus fiables dans certains cas que leurs équivalents humains. Le professeur Marescaux à Strasbourg, spécialiste de la chirurgie non invasive, promeut l'utilisation des robots pour la chirurgie et la téléchirurgie à la condition que ce soit l'interaction homme-machine qui soit valorisée.

## LA NÉCESSITÉ DE PROTÉGER LES DONNÉES DES PATIENTS

Les données des patients soulèvent des enjeux de protection, de compréhension, de sécurité et de transparence. Les professionnels de santé bénéficient de données toujours plus précises sur « leurs » patients. Pourtant, la culture française, sévère en ce qui concerne à la fois la protection et le partage des données, et la réticence de certains professionnels à les partager, constituent un frein à une forme de démocratisation de leur usage, contrairement à ce qui est constaté dans certains pays comme l'Allemagne.

« Chacun est responsable dans la chaîne éthique. » Catherine Trautmann Vice-présidente, Eurométropole de Strasbourg

D'un point de vue juridique, ces données ne sont la propriété de personne, y compris du patient lui-même qui doit pouvoir les maîtriser et y avoir accès s'il le demande.

Les progrès fulgurants de l'e-santé impliquent une réflexion et une législation adaptées à ces enjeux. Peut-on compter réellement et uniquement sur le savoir-faire et la responsabilité des patients-consommateurs, qui risquent de transmettre à leur insu des données qui les concernent ?

« Que se passe-t-il si l'on perd une clé USB contenant ses données médicales personnelles ? Il faut penser au Référentiel de bonnes pratiques de la Haute Autorité de Santé sur les applications et les objets connectés en santé de 2016. » Marguerite Brac de la Perrière Directrice du département santé numérique, Lexing Alain Bensoussan Avocats



### L'Université des patients du Professeur Catherine Tourette-Turgis

est un dispositif pédagogique innovant qui consiste à intégrer dans les parcours universitaires diplômants en éducation thérapeutique des patients-experts issus du monde associatif. Elle considère que « reconnaître l'expérience et l'expertise des malades est un enjeu pour la santé publique » et se propose de les écouter et de valoriser leur expertise.

« La loi sur la protection des données personnelles est plus contraignante car elle passe d'un contrôle a priori à un contrôle a posteriori, avec des sanctions. » **Alain Ramadier** Député de Seine-Saint-Denis

L'État doit rattraper son retard dans ce domaine. L'analyse d'impact du Règlement général sur la Protection des Données personnelles, ambitieux et responsabilisant, devrait permettre d'en mesurer les effets.



## RECOMMANDATIONS

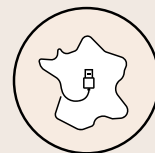


### BÂTIR UN ENVIRONNEMENT DE CONFIANCE

Expliquer les évolutions du système de santé auprès des consommateurs (rôle, fonctionnement, financement)

Favoriser le développement de la prévention (pratiques sportives, outils numériques de contrôle...)

Sensibiliser le consommateur au rapport bénéfice - risque des médicaments

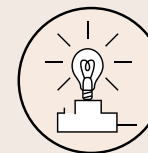


### FAVORISER L'ACCÈS AUX DROITS ET L'INCLUSION NUMÉRIQUE

Expliquer les apports de l'intelligence artificielle et relativiser les craintes

Promouvoir l'ouverture des données dans le domaine de la santé

Sensibiliser les consommateurs et les professionnels aux droits des patients concernant le dossier pharmaceutique



### FAVORISER UNE APPROCHE CRITIQUE DU CONSOMMATEUR

Promouvoir les outils contribuant à la formation du patient-expert

Sensibiliser les consommateurs aux risques liés au partage de données dans le domaine de la santé

Préconiser l'inclusion de nouveaux indicateurs prenant en compte le point de vue et le bien-être du patient dans les bilans médicaux

Relayer les innovations sur de nouvelles offres de santé, comme les centres de santé pluridisciplinaires

Valoriser les initiatives dans le domaine de la prise en charge des personnes âgées (maintien de l'autonomie, dépendance, rôle des aidants)